

ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE 2017

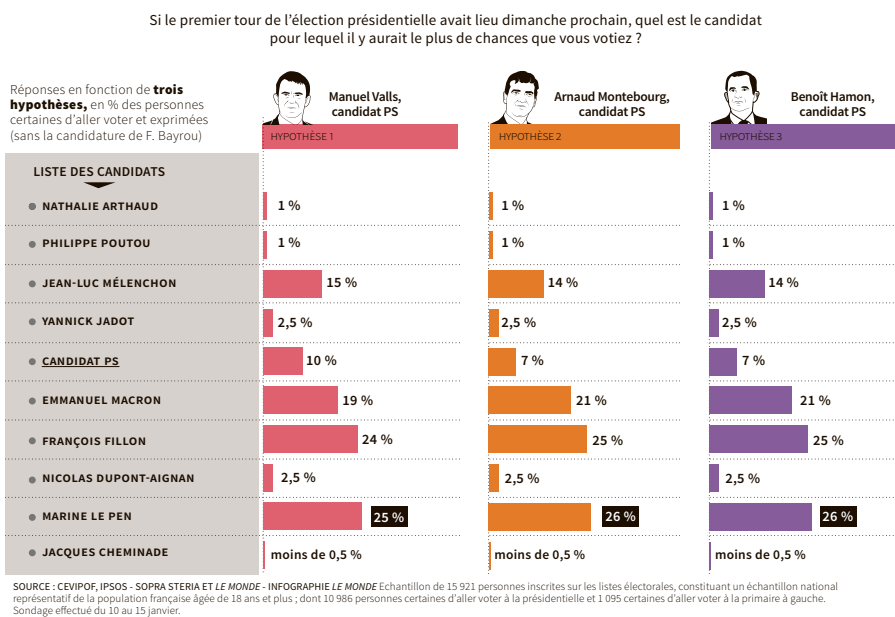
Les socialistes risquent le hors-jeu

Selon l'enquête Cevipof-Ipsos Sopra Steria, aucun des candidats PS ne dépasse les 10% d'intentions de vote

Les sondages sont volontiers accusés de fabriquer l'opinion publique, voire de pervertir l'esprit des électeurs. L'enquête électorale du Centre de recherche de Sciences Po (Cevipof), réalisée par Ipsos Sopra Steria, en partenariat avec *Le Monde*, apporte la démonstration inverse. Menée du 10 au 15 janvier auprès d'un panel représentatif de 15 921 personnes âgées de 18 ans et plus, régulièrement interrogées depuis novembre 2015, la dixième vague de cette enquête inédite par son ampleur confirme, en effet, les tendances observées sur le terrain ces dernières semaines.

L'affaissement de François Fillon Depuis sa large victoire surprise à la primaire de la droite le 29 novembre, l'ancien premier ministre a suscité, dans son propre camp, davantage d'interrogations que d'assurances. Qu'il s'agisse de la mise en place de son équipe ou de sa communication de campagne, du rassemblement de son camp après les affrontements de la primaire ou encore de points-clés de son projet (réforme de la Sécurité sociale, réduction drastique du nombre des fonctionnaires...), il est apparu plus hésitant que conquérant.

L'enquête du Cevipof témoigne clairement de ce flottement. Lors de la vague précédente, réalisée début décembre au lendemain de sa désignation, François Fillon était crédité de 26 % à 29 % des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, en fonction de l'identité du candidat socialiste et de la présence ou non de François Bayrou dans la compétition. Six semaines plus tard, le voilà crédité de 23 % à 25 % (en recul de 3 à 4 points), selon les différentes hypothèses de candidatures socialiste et centriste. En décembre, il surclassait la candidate du Front national dans tous les cas de figure; c'est désormais l'inverse. Et s'il suscite l'adhésion de 74 % des électeurs proches des Républicains, c'est tout de même 7 points de moins qu'en décembre; de même, avec 53 % de leurs intentions de vote, il a perdu 10 points parmi les électeurs centristes proches de l'UDI.



Marine Le Pen consolidée Cette érosion du candidat de la droite ne peut que renforcer l'espoir de la présidente du Front national de se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle. Avec 25 % à 26 % des intentions de vote, Marine Le Pen fait désormais la course en tête, alors qu'elle n'a pas véritablement commencé sa campagne.

Comme l'analyse par ailleurs Pascal Perrineau, professeur à Sciences Po, non seulement l'attractivité de François Fillon sur les électeurs frontistes s'est rapidement éteinte, mais Marine Le Pen peut tabler sur un électoral remarquablement fidèle et structuré autour des catégories populaires. Rappelons, en outre, qu'à pareille époque, en 2012, elle était créditée de 19 % à 20 % des intentions de vote. Elle en recueille aujourd'hui 5 à 7 points de plus.

Les socialistes hors jeu Sans préjuger du résultat de leur primaire, les 22 et 29 janvier, et de l'élan qu'elle pourrait donner à leur candidat, les socialistes sont actuellement dans une situation d'extrême faiblesse. Benoît Hamon et Arnaud Montebourg ne recueillent que 7 % des intentions de vote. Déjà testé en décembre, Montebourg n'a pas progressé d'un millimètre.

La situation de Manuel Valls est tout aussi périlleuse. Il recueille en effet 9 % à 10 % des intentions de vote, selon que François Bayrou est ou non candidat; dans les deux hypothèses, il est en recul de 2 points par rapport à décembre. Il y a six semaines, alors qu'il venait tout juste de se déclarer candidat, l'ancien premier ministre bénéficiait encore de l'adhésion de 50 % des électeurs proches du PS; ce pourcentage est tombé à 41 %.

Seuls 30 % des électeurs de Hollande au premier tour de 2012 voteraient pour Valls

Tout aussi symptomatique, le candidat de la primaire à gauche ne recueillait en décembre que 35 % des voix des électeurs de François Hollande au premier tour de la présidentielle de 2012; ils ne sont plus aujourd'hui que 30 % à envisager de voter pour lui, s'il est désigné par la primaire. Quel qu'il soit, le candidat socialiste paraît, pour l'heure, condamné à une humiliante cinquième place au soir du premier tour de la présidentielle.

La dynamique Macron Après sa déclaration de candidature fin novembre, l'ancien ministre de l'économie est celui qui a marqué le plus de points ces dernières semaines, comme l'attestent par ailleurs l'affluence à ses meetings et les ralliements qu'il engrange. Désormais créditée de 17 % à 19 % (dans l'hypothèse où Bayrou et Valls seraient candidats), il passe la barre des 20 % d'intentions de vote si Montebourg ou Hamon sortent vainqueurs de la primaire socialiste, soit une progression de 3 à 4 points, selon les cas.

Il est manifeste que cette percée de M. Macron a, dès à présent, éclipsé les chances de M. Bayrou: le président du MoDem était créditée, au printemps 2016, de 12 % à 13 % des intentions de vote; il n'en recueille plus que 5 %. On comprend l'hésitation du centriste à se lancer dans une quatrième candi-

LES CHIFFRES

80 % intéressés par la présidentielle Plus d'un Français sur deux (52 %) se déclare très intéressé par l'élection présidentielle, et 28 % assez intéressés, soit un niveau global d'intérêt de 80 %, contre 15 % qui expriment un intérêt « moyen » et 5 % pas d'intérêt du tout. C'est la primaire de la droite, en novembre, qui a renforcé l'attention des électeurs, qui oscillaient depuis le début de 2016 entre 71 % et 75 %.

69 %

certaines d'aller voter Toutefois, ce niveau d'intérêt ne préjuge pas de la participation électorale lors des deux tours du scrutin présidentiel du printemps. En effet, sur l'échantillon de 15 921 personnes de l'enquête électorale du Cevipof, 10 986 seulement se déclarent aujourd'hui certaines d'aller voter en avril-mai; près du tiers (31 %) ne sont pas encore décidées à le faire.

dature présidentielle: 44 % des électeurs du MoDem, son parti, se disent prêts à voter pour Macron!

Mélenchon confirme Enfin, le candidat de la France insoumise confirme son assise de 13 % à 15 % des intentions de vote, selon que Valls, Montebourg ou Hamon sera le candidat des socialistes. Jean-Luc Mélenchon les distance, pour l'heure, de 5 à 7 points, ce qui justifie son appel au vote utile des électeurs de gauche en sa faveur. Au seuil d'une campagne qui commencera réellement en février, une fois connu le candidat socialiste, le rapport des forces est donc clair. En revanche, l'issue de la bataille présidentielle est hautement imprévisible. Engouement Macron, flottement Fillon, déréliction socialiste, consolidation Le Pen en sont les principales inconnues. ■

GÉRARD COURTOIS

Marine Le Pen « tient » solidement son électorat potentiel

Parmi les électeurs qui ont voté pour la présidente du Front national en 2012, 82 % déclarent lui rester fidèles

Depuis la mise en place de l'enquête électorale française en novembre 2015, dix vagues d'enquêtes ont eu lieu et Marine Le Pen a, de manière constante, rassemblé un quart des intentions de vote en perspective de l'élection présidentielle. Elle a connu une poussée jusqu'à des niveaux proches de 30 % des intentions de vote en septembre-novembre 2016 pour ensuite revenir aux alentours de 25 % après la sélection de François Fillon comme candidat de la droite et du centre.

En effet, la vague 9, réalisée en décembre, avait montré la capacité du candidat issu de la primaire de la droite à entamer le capital de voix lepénistes: par exemple, 16 % des électeurs qui avaient choisi de voter pour des listes du Front national aux régionales de 2015 annonçaient leur intention de voter en faveur de François Fillon.

En janvier 2017, cette séduction filloniste sur l'électorat frontiste s'affaiblit et Marine Le Pen « tient » solidement son électorat potentiel en rassemblant de 25 à 26 % des intentions de vote (selon les configurations de candidatures) et en occupant la première place lors du premier tour, à un ou deux points devant François Fillon.

Cette solidité de l'influence électorale lepéniste est largement due à la grande fidélisation de l'électorat qui se retrouve, depuis des mois, derrière la présidente du Front national. De décembre à janvier, Marine Le Pen conserve 92 % de son électorat potentiel. Tous les autres candidats sont en deçà: 85 % pour Jean-Luc Mélenchon, 82 % pour François Fillon, 78 % pour Emmanuel Macron, 62 % pour Manuel Valls.

Cette remarquable fidélisation dans le temps court est égale-

Le phénomène Le Pen repose sur la jeunesse, la « France d'en bas » et ceux qui se défient de la politique

ment sensible dans le temps long: sur 100 électeurs qui l'avaient déjà choisie en 2012, 82 % déclarent lui rester fidèles en janvier 2017. Là aussi, Marine Le Pen domine ses adversaires: le taux de fidélisation, sur la période avril 2012-janvier 2017, n'est que de 66 % pour Jean-Luc Mélenchon, de 62 % pour François Fillon (par rapport à l'électorat de Nicolas Sarkozy de 2012), de 27 %

seulement pour Manuel Valls (par rapport à l'électorat qui avait choisi François Hollande en 2012).

Certaines fluctuations d'une vague à l'autre de l'enquête sont enregistrées mais elles sont moins importantes que pour les autres candidats. De décembre à janvier, Marine Le Pen n'a perdu que 2 % de ses électeurs au profit de François Fillon et 3 % au bénéfice d'Emmanuel Macron. Elle a gagné, en revanche, 8 % des électeurs qui s'étaient tournés vers Nicolas Dupont-Aignan en décembre, 4 % de ceux de François Fillon, 3 % de ceux de Macron et 1 % de ceux de Manuel Valls.

Influence limitée chez les cadres A cette cohésion dans le temps de la base électorale de Marine Le Pen, il faut ajouter une forte structuration de celle-ci autour de quelques lignes de force démographiques, sociales et politiques.

La jeunesse: Marine Le Pen est nettement en tête chez les moins de 35 ans: 28 %, contre 19 % pour Emmanuel Macron et 16 % pour Jean-Luc Mélenchon et François Fillon. Elle ne perd sa première place que dans la tranche d'âge des 65 ans et plus, où François Fillon la domine très nettement (57 %, contre 18 %).

La France d'en bas: 41 % des ouvriers, 33 % des employés, 34 % des chômeurs, 39 % de ceux qui n'ont aucun diplôme ou le seul certificat d'études, 33 % des locataires du secteur HLM, 44 % de ceux qui déclarent « s'en tirer très difficilement avec les revenus du foyer » choisissent aujourd'hui de soutenir la candidate du Front national.

En revanche, son influence est beaucoup plus limitée chez les cadres supérieurs (13 %), dans les foyers aisés – plus de 6 000 euros

par mois – (15 %) et parmi les personnes très diplômées – bac + 4 et grandes écoles – (17 %).

La France du malaise politique: 38 % de ceux qui considèrent que « les responsables politiques ne se préoccupent pas du tout des gens comme eux », 41 % de ceux qui déclarent qu'ils ne sont « pas du tout satisfaits de l'action du président de la République », 34 % de ceux qui affirment qu'ils ne sont pas intéressés par la prochaine élection présidentielle expriment aujourd'hui une intention de vote en faveur de la présidente du Front national.

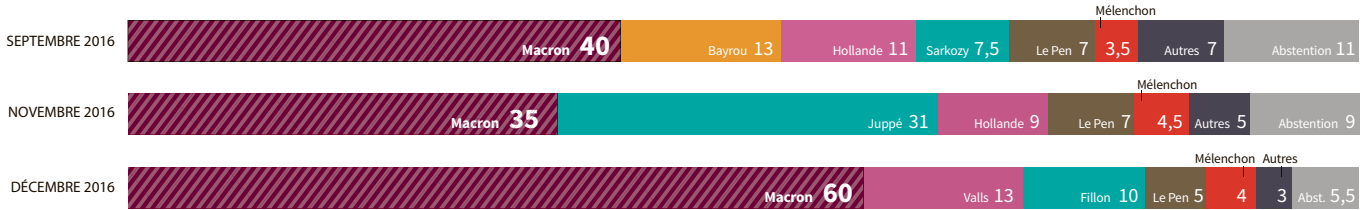
C'est autour de cette fusion d'une dynamique démographique, d'une protestation sociale et d'un malaise politique que s'organise cette solidité et pérennité du phénomène Le Pen. ■

PASCAL PERRINEAU (PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS À SCIENCES PO)

L'alchimie du vote Macron

PROXIMITÉ POLITIQUE DES ÉLECTEURS D'EMMANUEL MACRON, EN %

Sur 100 électeurs certains d'aller voter Macron aujourd'hui, comment votaient-ils en septembre, novembre et décembre 2016 ?



Lecture : Parmi 100 électeurs certains d'aller voter Emmanuel Macron en janvier 2017, 40 % d'entre eux votaient déjà Macron en septembre 2016, 13 % votaient Bayrou, 11 % votaient Hollande, 7,5 % votaient Sarkozy, 7 % votait Le Pen, 3,5 % votait Mélenchon, 7 % votait pour un autre candidat et 11 s'abstenaient.

SOURCE : ENQUÊTE ÉLECTORALE CEVIPOF

Macron : une dynamique électorale en marche

Depuis l'automne, l'ancien ministre de l'économie attire des partisans de tout bord et des abstentionnistes

Absent des débats de la primaire à gauche, Emmanuel Macron s'est glissé tel un fantôme dans chaque interstice de la campagne. Le vainqueur de ce scrutin aura en effet à affronter celui qui veut faire « bouger les lignes » et bouleverse les repères partisans de la V^e République. Se positionnant comme un candidat « ni de droite ni de gauche », M. Macron aurait pu pâtir de ses responsabilités passées. Or ses 5 points gagnés en quelques semaines (17 % d'intentions de vote à la mi-janvier contre 12 % en septembre) confirment qu'il s'est installé dans un fauteuil de troisième homme, prêt à contester la place qualificative du second tour à François Fillon ou Marine Le Pen. Comment, depuis sa démission du gouvernement, fin août, puis sa déclaration de candidature, en novembre, M. Macron est-il parvenu à séduire un électoral en-

core très hétérogène et ne répondant à aucune grille de lecture des mobilisations partisanes ? En suivant les mêmes Français depuis quatorze mois, le panel électoral du Cevipof permet de répondre à ces questions. Aujourd'hui, M. Macron est crédité de 17 % des suffrages au premier tour de la présidentielle dans un scénario où Manuel Valls remporterait la primaire à gauche, et de 19 % à 21 % en cas de victoire d'Arnaud Montebourg ou de Benoît Hamon. La dynamique Macron repose sur un double mouvement d'électeurs dont l'intention de vote a changé et de mobilisation de nouveaux partisans qui déclaraient jusqu'alors vouloir s'abstenir. Entre septembre 2016 et janvier 2017, 40 % des électeurs ont maintenu leur choix sur la candidature de M. Macron. La trajectoire des 60 % de nouveaux électeurs est plus surprenante car elle

illustre la capacité de siphonnage du leader d'En Marche !. En effet, à l'automne, 13 % d'entre eux avaient déclaré voter François Bayrou, 11 % François Hollande, 7,5 % Nicolas Sarkozy, 3,5 % Jean-Luc Mélenchon, et 11 % s'abstenir. Evidemment, ces mouvements reposaient sur une offre électorale qui a depuis profondément évolué. Sur une période plus récente – entre décembre et janvier 2017 –, M. Macron parvient à consolider la majeure partie de son électoral (autour de 60 %) et attire 13 % d'électeurs qui déclareraient juste-là voter M. Valls, 10 % François Fillon, 5 % Marine Le Pen, 4 % Jean-Luc Mélenchon, et 5,5 % s'abstenir. **Un électoral féminin** Ces résultats soulignent les contours de l'espace électoral de M. Macron, qui vont d'une gauche sociale-démocrate, orpheline du retrait de M. Hollande, à un centre droit, composé de sympathisants

Présenté comme le candidat des bobos, Macron réalise des gains substantiels dans la France rurale

de MM. Bayrou et Juppé. Par ailleurs, M. Macron parvient aujourd'hui à s'imposer comme le seul candidat capable de (re) mobiliser un électoral qui avait trouvé refuge dans l'abstention, non pas par indifférence pour l'élection présidentielle mais plutôt par contestation de l'offre proposée. D'un point de vue sociodémographique, le profil de ces 40 % de nouveaux électeurs conquis par M. Macron depuis décembre est majoritairement féminin (57 %) et âgé de plus de 50 ans (53 %). Cet électoral volatil se compose de re-

traités (32 %), puis d'employés (16 %), de cadres supérieurs (14 %), de professions intermédiaires (14 %), d'inactifs (13 %) et d'ouvriers (8 %). Il attire presque autant de personnes très diplômées (42 %) que faiblement diplômées (37 %). Souvent présenté comme le candidat des bourgeois bohèmes par ses détracteurs, M. Macron continue certes de capitaliser sur le vote urbain (38 % résident dans des villes de plus de 200 000 habitants), mais réalise des gains substantiels dans la France rurale (38 % dans les communes de moins de 10 000 habitants). Enfin, le profil économique de ses nouveaux sympathisants correspond à des catégories sociales favorisées (+ de 50 % perçoivent un salaire supérieur à 2 500 euros par mois), qui disposent d'un patrimoine matériel (77 % sont propriétaires) et financier (21 % possèdent un portefeuille de valeurs mobilières). Par-delà leur origine

sociale et économique, les transferts vers M. Macron ne partagent pas les mêmes opinions religieuses, puisque 54 % d'entre eux revendiquent une foi catholique et 42 % se déclarent sans religion. Parangon de la social-démocratie ou incarnation d'une démocratie libérale en dehors des partis traditionnels, M. Macron occupe aujourd'hui un espace idéologique hybride lui permettant d'attirer des électeurs séduits autant par la nouveauté que l'opposition à la tripartition de la vie politique française. Même s'il est encore trop tôt pour parler de quadripartition, la dynamique en faveur de l'ancien ministre de l'économie s'appuie sur une redoutable mécanique de siphonnage d'électeurs de la gauche et du centre historiques, en manque, chacun, d'un représentant incontesté à l'élection présidentielle. ■

MARTIAL FOUCAULT (DIRECTEUR DU CEVIPOF)

Valls « présidentiable », Hamon et Montebourg « sympathiques »

L'ancien premier ministre apparaît plutôt « efficace » mais éloigné des gens, contrairement à ses deux rivaux

Les résultats de l'enquête Cevipof - Ipsos Sopra Steria pour Le Monde montrent que les Français semblent s'être fait une image précise de chacun des principaux candidats à la primaire à gauche des 22 et 29 janvier. Selon cette étude, Manuel Valls est celui qui apparaît comme le plus « présidentiable » de tous. Pour 43 % des sondés, il « a l'étoffe d'un président », contre seulement 30 % pour Arnaud Montebourg, 24 % pour Benoît Hamon et 17 % pour Vincent Peillon. Parallèlement, l'ancien premier ministre « a déjà prouvé son efficacité », estime 33 % des personnes interrogées, contre 24 % pour l'ancien ministre de l'économie, 21 % pour le député des Yvelines et 12 % pour le député européen. Une bonne nouvelle pour M. Valls, qui a axé sa campagne de la primaire sur sa capacité à « faire président », et sur son « expérience » de l'Etat et du pouvoir. Depuis plusieurs jours, l'ancien ministre de l'intérieur et chef du gouvernement répète en effet que lui seul a la carrure parmi tous les candidats pour « incarner » la fonction présidentielle. « Qui a la

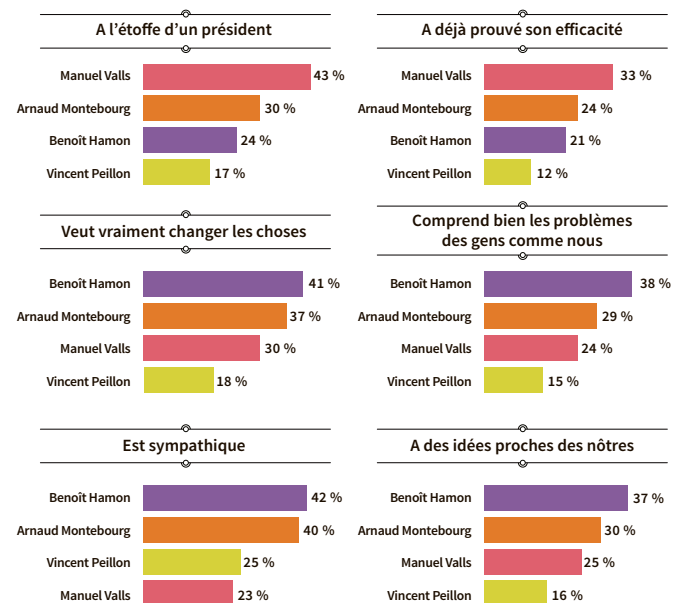
force, qui a l'expérience, qui a les épaules pour faire face ? », a-t-il encore lancé, mardi soir, lors d'une réunion publique à Lamballe, dans les Côtes d'Armor. En revanche, M. Valls souffre de deux handicaps pour les Français. Il n'est « sympathique » que pour 23 % d'entre eux, et il « comprend bien les problèmes des gens » pour à peine 24 %. Sur ces deux qualités, il est distancé par MM. Hamon et Montebourg. Le premier est « sympathique » pour 42 % des sondés (40 % pour le second) et « comprend mieux les problèmes des gens » pour 38 % (29 % pour M. Montebourg). **Valls « inquiète »** Des chiffres qui confirment donc à la fois l'image d'autorité souvent accolée à M. Valls, mais aussi celle d'une certaine raideur et d'une froideur humaine. Si cette distinction peut apparaître pour certains comme un détail, elle pourrait avoir son importance dans la primaire, selon les raisons réelles pour lesquelles la majorité des électeurs viendront voter. Si ceux-ci se déplacent le 22 janvier avec la volonté de désigner le

candidat qui, à leurs yeux, est le plus solide pour concourir à la présidentielle, M. Valls bénéficie d'un net avantage. En revanche, s'ils viennent majoritairement pour sanctionner le bilan du quinquennat et désigner un leader de la gauche socialiste pour l'avenir, sans croire pour autant dans ses chances immédiates de l'emporter le 7 mai, ce sont MM. Hamon et Montebourg qui semblent privilégiés. D'autant que, selon cette même enquête, M. Valls « inquiète » 30 % des sondés, contre 12 % pour M. Montebourg et 13 % pour MM. Hamon et Peillon. L'ancien ministre de l'éducation nationale, candidat surprise déclaré tout début décembre 2016, peine en revanche à être clairement identifié et à se détacher de la place qui lui semble attribuée de quatrième homme de la primaire. Jugé « sympathique » par 25 % des Français, M. Peillon enregistre en effet des résultats décevants sur ses capacités à l'emporter : il « veut vraiment changer les choses » pour seulement 18 % des sondés, et « comprend bien les problèmes des gens » pour 15 %. ■

BASTIEN BONNEFOUS

L'image des principaux candidats à la primaire à gauche

Part des sondés certains d'aller voter à la primaire à gauche qui estiment que les phrases suivantes s'appliquent pour chacun des candidats suivants



SOURCE : CEVIPOF, IPSOS - SOPRA STERIA ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE. Échantillon de 15 921 personnes inscrites sur les listes électorales constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; dont 10 986 personnes certaines d'aller voter à la présidentielle et 1 095 certaines d'aller voter à la primaire à gauche. Sondage effectué du 10 au 15 janvier.